



Délibération n°2024_02_01_7

Objet : Fixation des durées d'amortissement des subventions - Budget du Port

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU JEUDI 1 FÉVRIER 2024

L'an deux mille vingt quatre, le un février, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 26 janvier 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

Nombre de membres en exercice : 29

Nombre de membres présents : 22

Nombre de membres représentés : 7

Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE

Présents :

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Xavier MIRAULT - Olivier BOUDET -
Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine
BOYER - Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL -
Patrick PASQUIER - Muriel POUJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

Absents représentés :

Brigitte RODRIGUEZ pouvoir à Jean-Marc MALEK - Colette MORETEAU pouvoir à Benoît DELTOUR - Pascale
MARCHAL pouvoir à Maryline BENEDETTI - Laurie BELTRA pouvoir à Fabrice IRANZO - Quentin BOINET pouvoir à
Xavier MIRAULT - Eric CAVAGNA pouvoir à Patrick PASQUIER - Bernadette CONTE-ARRANZ pouvoir à Cathy PROST

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

Monsieur Michel LITTON, conseiller municipal délégué au Port, à la Pêche et au Nautisme, aux Affaires maritimes et aux Affaires littorales, rapporte:

Vu le Code des juridictions financières,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M4,

Vu l'article L.2321-2-27 du Code général des collectivités territoriales relatif à l'obligation pour les communes dont la population est égale ou supérieure à 3500 habitants, d'amortir les immobilisations corporelles et incorporelles, l'amortissement étant considéré comme une dépense obligatoire au sein du budget,

Vu l'article R.2321-1 du CGCT fixant les règles applicables aux amortissements des communes, et selon lesquelles les durées d'amortissement sont fixées librement par l'assemblée délibérante pour chaque catégorie de biens, sauf exceptions,

Vu la délibération 2015-02-26/8 du 26 février 2015, délibération n°2016-07-04/4 du 7 juillet 2016, 2021-12-02/19 du 2 décembre 2021 fixant les durées d'amortissement des biens du budget du Port,

Pour mémoire les amortissements du Port ont été fixés pour les comptes suivants :

Comptes par nature	Comptes d'immobilisation concernés	Durée d'amortissement en années
Biens de faible valeur	< 1 000,00 €	1 an
2031	Frais d'études (non suivis de réalisations)	5
2033	Frais d'insertion (non suivis de réalisation)	5
204	Subventions d'équipement versées	5
2051	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2
2128	Aménagements de terrains	10
2135	Installation générales, agencement, aménagement des constructions	20
2138	Autres constructions	20
2151	Réseaux de voirie	20
2153	Réseaux divers	20
2157	Matériels et outillage de voirie	20
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	5 ans
2184	Mobilier	10 ans
2188	Autres immobilisations corporelles	10 ans

Considérant la perception de subventions dans le cadre du budget du port,

Il convient de prévoir également leurs règles d'amortissement.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Fixer les modalités de reprise des subventions et fonds d'investissement reçus selon les modalités suivantes :

Les subventions sont dites « transférables » lorsqu'elles sont reprises dans le résultat. Elles servent à réaliser des immobilisations qui sont amorties. Les reprises des subventions ou fonds d'investissement reçus sont calculées en divisant le montant perçu par les durées d'amortissement des biens amortissables financés.

Elles s'effectueront sur la durée d'amortissement initiale du bien qu'elles servent à financer et non pas sur la durée résiduelle d'amortissement dudit bien.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 4

Laurent TATON, Caroline SAROCHAR, Cathy PROST, Bernadette CONTE-ARRANZ

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols, le 6 février 2024

Le Maire,

Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.